



United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Organización  
de las Naciones Unidas  
para la Educación,  
la Ciencia y la Cultura

Организация  
Объединенных Наций по  
вопросам образования,  
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة  
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、  
科学及文化组织

**Reply by Irina Bokova,**

**Director-General of UNESCO**

**to the 200<sup>th</sup> Session of the Executive Board**

**UNESCO, 7 October 2016**

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil exécutif,

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de ce débat si riche, où j'ai entendu, au-delà des habituelles questions adressées au Secrétariat, beaucoup d'idées et de propositions pour l'avenir de cette Maison.

L'Ambassadeur des Pays Bas a souligné l'importance, dans un contexte difficile et parfois morose, de faire vivre un projet fédérateur, une ambition intellectuelle capable de transcender les difficultés du temps présent, et a mentionné le Nouvel humanisme.

J'y suis très sensible.

L'évolution du monde appelle à repenser et à élargir le projet humaniste, la conscience humaniste.

L'ouragan Matthew, qui a fait près d'un millier de morts en Haïti, en République Dominicaine, aux Etats-Unis, est un nouvel exemple poignant de l'extrême fragilité des sociétés.

Nous savons que l'intensité croissante de ces Ouragans est directement liée au dérèglement climatique et l'humanisme aujourd'hui doit intégrer cette dimension écologique.

L'humanisme aujourd'hui c'est mobiliser les ressources de la science, pour mieux anticiper, renforcer la résilience des peuples, et j'ai noté le soutien du Kenya, de l'Egypte, de la Malaisie, du Japon, du Mexique, de la Fédération de Russie et du GRULAC, aux programmes scientifiques de l'UNESCO, en particulier le Programme hydrologique international, les Réserves de biosphère et la Commission océanographique intergouvernementale.

Ce sont des espaces privilégiés pour construire une nouvelle culture mondiale de la résilience.

Et c'est aussi de cette façon que je comprends l'importance que vous accordez à la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat, qui est bien davantage qu'un enjeu scientifique, mais véritablement le projet humaniste planétaire de notre siècle.

L'humanisme c'est mettre en valeur le patrimoine – pas seulement comme un exemple d'accomplissement culturel – mais aussi comme moyen très concret d'accompagner les peuples, de renforcer la résilience, et dans cet esprit je veux redire le total soutien de l'UNESCO à la protection du patrimoine haïtien.

Nous avons lancé l'année dernière un vaste projet financé par la Banque mondiale (2.6 millions de dollars) pour la gestion durable de la Citadelle inscrite au patrimoine mondial, pour l'inventaire du centre historique de Cap Haïtien et la gestion du Parc Sans-souci.

L'humanisme aujourd'hui c'est savoir résister aux tentations du repli et de la xénophobie pour répondre aux défis des migrations, des réfugiés climatiques et de la guerre, qui interpellent directement l'UNESCO.

C'est pourquoi je suis sensible aux appels de la Grèce, de l'Italie, de l'Espagne, de l'Albanie, à soutenir l'éducation des réfugiés, qui est une condition du vivre ensemble, de la dignité et de la paix.

C'est une nouvelle frontière de la paix, et un nouvel exemple de la nécessité pour l'UNESCO de s'adapter, d'innover.

J'ai écouté avec grande attention le distingué représentant de l'Argentine sur la « neutralité active », car dans ce monde interconnecté, la neutralité ne peut pas être l'alibi de l'indifférence.

La réalité change, et avec elle les images et les discours qui rendent compte de cette réalité, qui permettent de la penser.

L'UNESCO, c'est sa raison d'être, peut jouer un rôle central dans l'élaboration de ces grilles de lecture.

Seront-elles dominées par la peur, la haine et le repli ?

Seront-elles nourries des principes de dignité, de générosité, d'humanisme ?

Ce sont les questions qui se posent aujourd'hui.

Nous voyons partout dans le monde des initiatives et des avancées qui nous confortent dans l'idée qu'il est possible de croire en l'humanisme.

Des découvertes scientifiques spectaculaires, dans les domaines des neurosciences, de l'intelligence artificielle, de la robotique, ouvrent des perspectives neuves.

Des nouvelles formes de solidarité émergent, et nous voyons le courage immense d'hommes et de femmes qui risquent leur vie, dans des conditions extrêmes, pour sauver le patrimoine, pour nous informer, pour maintenir le fil de l'éducation.

Je veux saluer l'intervention du Dr Karan Singh, et son vibrant plaidoyer pour l'éducation et le partage des savoirs, comme réponse à l'extrémisme violent.

Nous voyons grandir des projets de coopération d'excellence, comme l'inauguration en Ouganda, du nouveau centre de formation pour les énergies en Afrique de l'Est – ou bien encore le développement des industries créatives, à travers toute la région, avec le soutien de la Corée.

Des innovations se font jour dans le domaine de l'éducation, qui amènent à repenser l'école, la transmission des savoirs, et que l'UNESCO doit observer, soutenir, et valoriser.

Malgré les difficultés du temps présent, il existe une promesse humaniste, l'espoir d'une nouvelle Renaissance, portée par une population mondiale de plus en plus jeune.

La question n'est pas de savoir si elle va se produire, mais si l'UNESCO aura la capacité d'en faire partie, de l'impulser, de l'animer.

C'est dans ce contexte plus général que nous devons comprendre les choix stratégiques, très concrets, de notre programme et budget.

J'entends très clairement l'appel de nombreux Etats Membres à se concentrer sur la *fonction normative* de l'Organisation, et en même temps j'écoute aussi les appels à garantir le *renforcement des capacités*, que beaucoup parmi vous réclament, notamment en Afrique.

Car il ne sert à rien d'établir des plans de gestion et des normes internationales, si dans le même temps nous ne pouvons pas les faire appliquer.

J'entends clairement le message des Etats membres comme l'Algérie, qui appellent à « *se départir des questions périphériques qui se sont progressivement greffées aux activités statutaires* ».

Et de l'autre côté j'entends aussi la demande puissante, d'activités opérationnelles qui participent à la crédibilité de l'UNESCO.

La délégation du Maroc appelle par exemple au renforcement de notre action pour le patrimoine au Moyen-Orient, et je rappelle que c'est précisément l'objectif du Plan d'action qui vous a été soumis pour renforcer l'action des Conventions, avec une campagne pour leur ratification universelle, un cadre d'action intégré qui évite l'éparpillement des efforts, et de nouvelles ressources y compris en personnel, pour les conventions de 1954, 1970 et 1972, et dans les bureaux hors-Siège concernés par les conflits.

Soutenir le Plan d'action, c'est justement permettre le renforcement des conventions, et leur impact sur le terrain – et je suis parfaitement d'accord avec les délégations du Brésil et du GRULAC, si des éléments doivent être amendés, le Conseil exécutif est là pour ça, le Secrétariat y est tout à fait prêt.

Dans le même esprit, le Groupe Africain demande un soutien accru à la formation des enseignants. C'est naturellement une priorité pour l'UNESCO, et sur ce point notre stratégie est claire.

Nous ne voulons pas seulement « mettre des professeurs devant les élèves », nous voulons des enseignants motivés, compétents, valorisés.

C'est pourquoi nous intégrons, dans les politiques nationales, non seulement la formation, mais aussi la gouvernance, le recrutement équitable, les progressions de carrière.

*Le guide pour le développement des politiques nationales d'enseignement en est le parfait exemple.*

Cette activité normative est inséparable des activités de renforcement des capacités, que nous menons avec le soutien de la Chine notamment, de même que les données statistiques que nous produisons, et les activités de partage des bonnes pratiques, comme à l'occasion de la journée mondiale des enseignants.

Cette dialectique entre le statutaire, le normatif, l'opérationnel et le terrain est aussi vieille que l'UNESCO.

Elle trace des lignes de partage, des directions stratégiques très fortes, entre lesquelles il faut trancher.

Et derrière les choix comptables, derrière chaque décision de programme, il y a des obligations morales et légales, et une certaine vision de l'UNESCO qui en est en train de se jouer.

Dans une de ses lettres, le célèbre jardinier André Le Nôtre décrit au Comte de Portland comment il a voulu, dans les jardins de Chantilly, faire se rencontrer « le ciel et la terre », en créant sur les pelouses des miroirs d'eau qui reflètent le ciel.

C'est la preuve que la chose est possible, et je suis convaincue que la visite de Chantilly, lors de la retraite des Membres du Conseil exécutif, était le cadre idéal pour cette réflexion.

Pour la nourrir, je prends appui sur le soutien unanime des Etats membres au *nouveau Cadre budgétaire intégré*, et à la poursuite des *Dialogues structurés sur le financement*.

Je souhaite également partager le soutien exprimé par l'Ambassadeur du Royaume-Uni à la *fonction d'audit et d'évaluation*, et sur la mise en œuvre des *recommandations*.

Comme vous le savez, le renforcement de la fonction d'évaluation est un axe majeur de ma réforme, et je suis convaincue qu'une Organisation est d'autant plus forte qu'elle est capable de se regarder elle-même, sans fards, et sans complaisance.

C'est pourquoi j'ai renforcé la fonction d'Evaluation et son autonomie et mis en place un mécanisme de suivi de toutes les recommandations et conclusions (audit externe, audit interne, évaluations) afin d'avoir une grille complète d'analyse des risques.

J'ai désigné au sein de mon Cabinet un Responsable chargé du suivi de ces recommandations, pour assurer une réponse cohérente dans leur mise en œuvre.

J'ai demandé à la Directrice d'IOS la mise en place d'un mécanisme global qui facilite le suivi des recommandations par les Sous-Directeurs généraux.

Les recommandations ne sont pas faites pour rester dans les rapports – elles doivent être mises en œuvre et nous prenons les mesures pour qu'il en soit ainsi.

J'attire votre attention sur le fait que le Corps commun d'inspection des Nations Unies, qui est le seul organe de contrôle extérieur indépendant du système, a récemment indiqué que l'UNESCO affiche l'un des taux de mise en œuvre des recommandations les plus élevés du systèmes – à plus de 90%.

J'ai tenu à informer le Conseil exécutif sur le cadre de gestion des risques de l'UNESCO et de tous ces développements récents dans un document d'information (200 EX/5 INF.2).

Vous avez également un document sur l'analyse comparative des politiques d'Ethique au sein des Agences des Nations Unies, où vous pouvez constater, que l'UNESCO est fort bien positionnée, et va l'être encore davantage.

J'ai enfin demandé que le suivi des recommandations soit un point permanent à l'agenda des équipes de Direction, afin que tous les collègues s'en saisissent car je suis parfaitement d'avis qu'en effet, les décisions, les logiciels et les mécanismes ne suffisent pas à garantir une culture du contrôle et de la transparence, et que cela, aussi, doit se construire dans l'esprit des hommes et des femmes qui font l'UNESCO.

Excellencies,

Strengthening UNESCO means strengthening the resilience of societies.

It means bolstering the capacities of Governments to reach the goals they set for themselves.

The Distinguished Minister of Sri Lanka noted the creation of a Ministry for Sustainable Development, underlining a deep commitment to shaping a "*blue green country*."

The Distinguished Delegate of Japan spoke of the Government's Inter-Agency Task Force designed to clarify principles for taking forward the Sustainable Development Goals.

The Distinguished Delegate of Bangladesh noted the Prime Minister's determination to mainstream the Sustainable Development Goals, through concrete workplans to reach the 2030 targets.

The Distinguished Delegate of South Africa highlighted the alignment of national development priorities with those of the 2030 Agenda and the *Africa Union Agenda 2063*.

The Distinguished Delegate of Estonia referred to the Government's review of policy in light of the Sustainable Development Goals.

The Distinguished Delegate of Nigeria mentioned the discussions I held with H.E. the President on how to integrate stronger action to prevent the rise of violent extremism, to protect the environment, to manage sustainably the Lake Chad and its basin.

All this shows action is underway across the world.

And I agree with the Distinguished Delegate of Sweden that the 2030 Agenda is an “*agenda of hope*.”

This is hope, notably indeed, for the empowerment of girls and women – and I am grateful also for the support of Pakistan to the *Malala Fund*, and to the United States for the *TeachHer Initiative*.

As noted by many Member States, the new agenda is new in its focus on multisectoral action, in its commitment to leaving no one behind and eliminating poverty.

I am inspired by the emphasis given to innovation and creativity by many Member States.

*Innovation* in implementing an all-encompassing agenda.

*Innovation* in forging new partnerships, including through South-South cooperation, in support of Least Developed Countries, Small Island Developing States.

*Creativity* in crafting comprehensive solutions to challenges that cross policy boundaries.

*Creativity*, as noted by the Distinguished Delegate of Oman, in finding new sources of efficiency in UNESCO’s action.

The Distinguished Delegate of the Republic of Korea called for innovation in seeking solutions to the “*challenging position*” currently facing UNESCO, and I join this call wholeheartedly.

I am deeply encouraged by the support to UNESCO I have heard.



The Distinguished Delegate of Ukraine said demand for UNESCO has never been so high across the world, and I do agree.

The Distinguished Delegate of Sudan highlighted the importance of UNESCO's action in science, technology and innovation, in protecting biodiversity, in promoting quality education for all, noting the "*world needs UNESCO more than ever*" and I agree.

The Distinguished Delegate of Lebanon underlined "*UNESCO's importance for millions of people,*" for education, for the sciences, for intercultural dialogue, for safeguarding cultural heritage, for freedom of expression, and I agree fully.

In the name of the Africa Group, the Distinguished Delegate of South Africa underlined UNESCO's role in supporting countries in implementing the 2030 Agenda, and I do agree.

In the name of GRULAC, the Distinguished Delegate of the Dominican Republic underlined UNESCO's importance in advancing a culture of peace and supporting societies in transformation, through MOST, and I agree wholeheartedly.

Let me welcome the generous offer by the Government of Malaysia to host the next *Forum of Social Development Ministers* and the MOST Intergovernmental Council and Bureau in Kuala Lumpur next March.

The Distinguished Delegate of the Russian Federation spoke of UNESCO's role in halting doping in sports, with MINEPS, and in taking forward technical and vocational education and training, and media development to build knowledge societies.

Let me thank the Distinguished Delegate of Lithuania, and Member States from all regions, for their support to UNESCO's action to defend freedom of expression, to enhance the safety of journalists.

This was underlined convincingly by the Distinguished Delegate of the Netherlands, who noted freedom of information and freedom of expression as essential to all Sustainable Development Goals.

I wish to thank also all countries for their support to celebrating the first *International Day for Universal Access to Information* this year.

On the issue of open access, I am grateful to the Government of Slovenia for hosting *2<sup>nd</sup> World Open Educational Resources Congress* in September next year.

Ladies and Gentlemen,

From across the world, Member States have reiterated the role of the field network in supporting countries in implementing the new global agenda – I agree entirely, and look forward to guidance from Member States as to the optimal architecture and allocation of resources.

This is essential, indeed, to support progress on the 2030 Agenda.

In this respect, as noted by many Member States, let me underline the importance of regional and sub-regional consultations to take forward SDG4 - Education 2030.

In West and Central Africa, two regional consultations have taken place and another is planned in November -- in Southern Africa, two regional consultations have taken place -- in Eastern Africa, a regional consultation will soon occur in November.

These consultations seek to share the results of national consultations for the Education 2030 agenda, to facilitate alignment of SDG targets to national and sectoral plans, to examine priorities in the regional context, and identify modalities for regional coordination, partnership, monitoring and follow-up.

This builds on UNESCO's support to national consultations – for instance, in Lesotho, Namibia, South Africa, Swaziland, Zambia and Zimbabwe, leading to the regional conference in Southern Africa in September 2016.

In this respect, the Distinguished Delegate of Nigeria highlighted the recent National Stakeholders Consultation, coinciding with the launch of *the Global Education Report*, drawing on the country's national roadmap, *Education for Change: A Ministerial Strategic Plan 2016 – 2019*.

In reply to the Distinguished Delegate of Togo on the ten pilot countries for the CapED programme to strengthen capacity to reach SDG4 – let me say all CapED countries were reviewed, and the selection draw on the timeliness of interventions given national education planning cycles and the review of on-going work on education management information systems.

In addition, the pilot countries are beneficiary countries of the CapED programme, and Least Developed Countries, with shortcomings on education indicators or in post-conflict or post-disaster situations.

In this light, five African countries were selected – the Democratic Republic of Congo, Madagascar, Mali, Mozambique and Senegal – along with four countries in Asia -- Afghanistan, Cambodia Myanmar and Nepal -- and one country in the Caribbean -- Haiti.

Ladies and Gentlemen,

I wish to thank Member States for their backing to UNESCO's action across the Sciences.

In response to the question about climate change – raised by almost all Member States – allow me to recall UNESCO's actions are developed and implemented in harmony and synergy with the UNFCCC and the overall United Nations system, and this is the guiding principle of the updated *UNESCO Strategy for Action on Climate Change* (200 EX/5 Part I c)

In reply to the Distinguished Delegates of St Kitts and Nevis, Haiti and the Dominican Republic and many others, I wish to underline the updated UNESCO Strategy will target support to countries most vulnerable to climate change, with priority to Small Island Developing States and Africa.

With you, allow me to stress the historic importance of the Paris Agreement entering into force on 4 November, in advance of COP22, in which UNESCO is deeply engaged at Morocco's side.

In this respect, I wish to thank Morocco once again for its support to work on a draft *Declaration on Ethical Principles in relation to Climate Change*, as mandated by Member States.

As raised by the Distinguished Delegate of Nigeria, UNESCO is acting where needs are most acute in the face of climate change.

In this respect, I wish to say again UNESCO will continue working to address Lake Chad's social and environmental issues and support the organization of an international conference proposed by the President of Nigeria -- the Organisation is finalizing an agreement with the *Lake Chad Basin Commission* for an intersectoral project, to improve the management of natural resources by establishing transboundary Biosphere Reserves and natural World Heritage sites in the basin.

Regarding the Memory of the World Review, I wish to reiterate the goal guiding all UNESCO's work to safeguard humanity's shared heritage – to deepen dialogue and mutual understanding, on the basis of respect and tolerance – and to this end, I intend to support the ongoing process of the Independent Advisory Council.

The preamble to the *Recommendation concerning the Preservation of and Access to Documentary Heritage, including in Digital Form*, agreed by Member States at the 2015 General Conference, underlines the importance of documentary heritage -- “to promote the sharing of knowledge for greater understanding and dialogue, in order to promote peace and respect for freedom, democracy, human rights and dignity.”

This is the importance of the review process, with a view to strengthening the Memory of the World Programme, raising its visibility, transparency and relevance.

Ladies and Gentlemen,

We opened this session last week with a stirring tribute to the 200<sup>th</sup> anniversary of the Executive Board, when we were reminded of the history of this forum as a platform for ideas, a platform for action.

During this debate, we have heard the determination of Member States to empower their citizens, to build more inclusive, resilient societies.

We have heard the importance of UNESCO's mandate, expertise, networks and action, for societies across the world.

This comes at a crucial time for the world, to take forward the new agenda, and for the Organisation, to support Member States in every way.

In this spirit, I wish to close by echoing the words of the Chair of the Executive Board and the President of the General Conference, custodians of two Governing Bodies.

In his opening statement, the Chair of the Executive Board said:

*I believe it is our duty to ensure we have a Programme and Budget that matches the aspirations and the expectations of our Member States who benefit from the technical and policy advice we can provide.*

The President of the General Conference was equally clear:

*We must be bold and decisive, and [...] and rise to the inevitable challenge of recalibrating our strategic orientations and priorities, however mindful of the sanctity of our mandate, the weighty expectations of Member States and the global responsibilities placed on our shoulders.*

In this spirit, I thank you and look forward to our continuing dialogue.